

COVID-19

MESURES SOCIALES PROPOSÉES PAR LES VERTS

25 mars 2020



Pour permettre à la Suisse de relever le défi du virus corona, le Conseil fédéral a introduit de nombreuses mesures immédiates sous la forme de l'ordonnance 2 COVID-19 des 13 et 16 mars 2020. Les VERTS accueillent favorablement et soutiennent ces mesures qui servent la santé de notre population, mais constatent que l'aspect social de la crise reste dans l'angle mort. En effet, les conséquences du coronavirus et des mesures étatiques pour y faire face vont toucher plus durement les groupes de population les plus précaires et les ménages moins fortunés. Ce sont de plus souvent ces personnes qui se retrouvent le plus exposées. Celles et ceux qui n'ont pas accès au télétravail continuent à être mis en danger et à mettre en danger les autres dans leur travail et leurs déplacements. De plus, les professionnel-le-s de la santé se retrouvent sous une pression sans précédent, mettant en danger leur santé physique et leur santé mentale.

Ce que les VERTS constatent

1. La protection des travailleurs et travailleuses face à la propagation du virus n'est toujours pas suffisante

Ces temps de crise comme ceux que nous vivons actuellement accentuent les inégalités sociales. Le télétravail est seulement encouragé au lieu d'être rendu obligatoire. Les chantiers de la construction et les chantiers domestiques restent en activité. Les vendeurs et les vendeuses sont toujours mobilisés. En conséquence, de très nombreuses personnes sont forcées de prendre les transports publics, d'avoir de nombreux contacts avec leurs collègues et leurs client-e-s. En outre, les solutions de garde restent très difficiles puisqu'il est impossible de faire appel aux grands-parents. Et les travailleurs et travailleuses les plus précaires sont les plus vulnérables notamment car elles ne peuvent pas insister auprès de leurs employeurs pour faire du télétravail ou pour pouvoir garder leurs enfants, au risque de perdre leur emploi.

2. La protection des professionnel-le-s de la santé atteint ses limites

Le personnel de santé est en train de se sacrifier pour faire face à la crise sanitaire que traverse la Suisse, sans qu'aucune mesure de compensation ou d'aide directe ne soit pour l'instant prévues par le Conseil fédéral et les cantons.

Pour beaucoup, les vacances ont été supprimées, ainsi que les jours de repos ; des instructions pour rester à disposition afin d'être mobilisé à tout moment ont été émises ; le contact avec des personnes malades ou à risque est constant ; la garde des enfants est très difficile à organiser ; les liens avec leurs familles et leurs proches sont parfois réduits afin de les protéger d'une éventuelle contamination et pour protéger leurs patients et patientes dans l'autre sens. Ce dernier point vaut aussi pour le personnel en EMS et en centres d'accueil pour personnes âgées.

3. Les familles sont très durement touchées, à court et à long terme

Les mesures de télétravail et l'arrêt des écoles présentent un risque très important pour la sécurité à l'intérieur des familles. Dans les familles en proie à la violence, le confinement avec leur auteur présente un risque important d'aggravation de ces violences. Il peut aussi les déclencher. En outre, les enfants ayant des besoins éducatifs spéciaux ne sont plus suffisamment pris en charge : les conflits avec les parents épuisés pourraient s'intensifier et les conséquences psychologiques pour ces enfants sont inquiétantes.

Par ailleurs, les compagnies d'assurance maladie ont déjà annoncé une augmentation des primes due au coronavirus. Or, celles-ci écrasent déjà non seulement les ménages à faibles revenus mais aussi ceux de la classe moyenne. Cependant, rien n'a été annoncé pour soutenir les familles face à cette augmentation soudaine et inévitable des primes.

Ce que les VERTS en concluent

Les VERTS sont d'avis que cette crise du coronavirus ne doit pas être combattue sur le dos des professionnel-le-s de la santé, des familles et des personnes à faibles revenus et en situation de vie difficile. Des solutions rapides sont maintenant nécessaires.

Ce que les VERTS proposent à court terme

Les VERTS déposent un paquet de demandes auprès du Conseil fédéral pour que les conséquences sociales de la crise du coronavirus ne restent pas l'angle mort des mesures publiques pour y faire face.

1. Une meilleure protection des travailleurs et travailleuses face au virus

- Nous demandons le droit au télétravail lorsque l'activité rend cette méthode de travail possible.
- Nous demandons le droit d'être libéré du travail avec un remplacement intégral du salaire si le télétravail n'est pas possible ou que les conditions de travail ne permettent pas de respecter parfaitement la distance de sécurité (par exemple sur les chantiers de la construction).
- Nous demandons le maintien du paiement des salaires, y compris pour le personnel rémunéré au temps et à la tâche qui ne peuvent plus travailler.
- Nous demandons le droit de prendre soin des enfants touchés par la fermeture des crèches et des écoles par le biais de congés payés.
- Nous exigeons le respect constant de l'art. 5, al. 3 et 4 de l'ordonnance du Conseil fédéral du 16 mars 2020 portant sur la garantie d'offres d'accueil pour les enfants qui ne peuvent pas bénéficier d'une solution de garde privée. En cas de non-respect, les cantons doivent être avertis et sanctionnés.
- Nous demandons un nombre suffisant de places dans les transports publics pour que tous les pendulaires puissent maintenir la distance sociale de sécurité.

- Nous demandons des mesures de protection supplémentaires dans les commerces restés ouverts. Si la protection des employé-e-s ne peut pas être garantie, alors ils et elles doivent pouvoir rester à la maison et l'employeur doit leur verser l'entier du salaire.
- Nous demandons un droit d'accès inconditionnel aux soins pour les personnes plus fragiles, notamment les sans-abris, les requérant-e-s d'asile ou les requérant-e-s débouté-e-s à l'aide d'urgence. L'ouverture d'espace pour leur permettre de respecter les consignes de distance sociale de sécurité est indispensable.

2. Une meilleure protection pour le personnel de la santé et des services indispensables

- Nous demandons des offres supplémentaires pour la prise en charge des enfants du personnel de santé. Elles doivent être gratuites et doivent également accepter les enfants des zones frontalières, pour les personnes qui sont essentielles au maintien du système.
- Nous demandons que le travail supplémentaire soit reconnu par le biais de primes et de temps de compensation. La pénibilité du travail doit être reconnue.
- Nous demandons un plan de récupération après la fin de la crise, en termes de congés, de jours de récupération et d'heures supplémentaires.
- Nous demandons que l'impact sur la santé mentale soit pris en compte.

3. Une meilleure protection des familles

- Nous demandons que les coûts d'une augmentation des primes liées au coronavirus soient pris en charge par l'État.
- Nous demandons une augmentation des capacités de prise en charge des psychologues scolaires à la réouverture des écoles, afin de garantir une prise en charge globale et adéquate de la santé mentale des enfants fragilisés par cette période.
- Nous demandons des ressources policières et judiciaires suffisantes pour intervenir en cas de violence domestique. Les mesures d'éloignement doivent pouvoir continuer à être prononcées.
- Nous demandons l'ouverture de logements d'urgence supplémentaires - par exemple des hôtels qui restent ouverts - pour les victimes de violence domestique.
- Nous demandons des ressources suffisantes pour accompagner les personnes en détresse psychique pour qui le stress sanitaire et le confinement sont un danger supplémentaire.

Ce que les VERTS demandent à long terme

Les mesures concrètes que nous proposons à court terme ne peuvent pas se suffire à elles-mêmes. Elles doivent également s'accompagner d'une amélioration de nos systèmes de sécurité sociale et de santé, afin de les rendre plus résistants et résilients.

- Nous demandons que des ressources supplémentaires soient allouées dans la formation du personnel médical et paramédical.
- Nous demandons des salaires et des conditions de travail dignes pour tout le personnel de santé et un soutien pour le soin de leurs enfants et de leurs proches dans la nécessité (personnes âgées et personnes en situation de handicap) afin que ce secteur soit attractif et puisse garder en activité les personnes formées.
- Nous demandons des infrastructures de qualité et en nombre suffisant, en termes de lits, de soins à domicile, de structures d'accueil et de soins pour toutes les générations.
- Nous demandons un système d'assurance maladie unique et publique, capable de réagir à des augmentations soudaines de coûts sans les faire peser sur les ménages.
- Nous demandons que la sécurité de la prise en charge médicamenteuse et de l'approvisionnement en matériel technique de soins soit assurée.
- Nous demandons un renforcement du système sanitaire public, avec les moyens nécessaires pour améliorer drastiquement et démocratiquement sa planification, sa coordination et son efficacité, pour les soins stationnaires comme ambulatoires. Un système basé sur la coopération et non la concurrence entre les acteurs.
- Nous demandons des premières réflexions sur différents modèles de revenu de base inconditionnel.